

Évolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accélérer en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, l'incertitude quant à l'orientation de la politique économique américaine entoure ces projections.

Le PIB de la zone euro a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre de 2016 (après +0,4 %), selon Eurostat. Le chômage de la zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation en glissement annuel a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivrons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 %) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

L'ACTIVITÉ BANCAIRE RESTE BIEN ORIENTÉE EN 2016

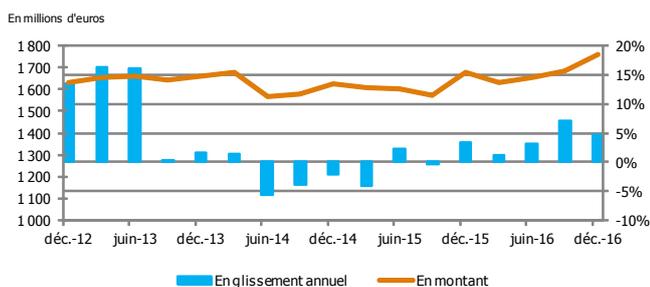
Dans un contexte économique porté par un léger redressement du climat des affaires, une inflation modérée et des taux d'intérêt faibles, l'encours bancaire maintient sa progression en 2016.

L'encours sain en Guyane enregistre une croissance annuelle de +4,9 % (soit +141,8 M€) pour s'établir à 3 041,9 millions d'euros à fin décembre 2016. L'encours augmente de 1,8 % (+54,0 M€) sur les 6 derniers mois de l'année. Cet encours est composé à 51,2 % par les entreprises, 33,0 % par les crédits aux ménages, 10,8 % par les collectivités locales.

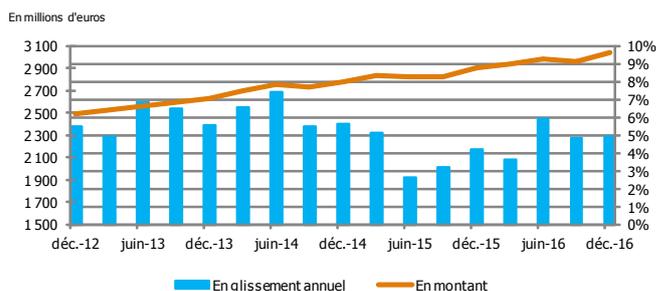
Les crédits octroyés aux entreprises augmentent (+6,5 % sur un an soit +95,1 M€) en rythme annuel. L'encours sain total des crédits aux ménages affiche une hausse de 3,0 % sur un an (soit +29,6 M€), tirée principalement par la croissance des crédits à l'habitat (+3,8 %, soit +29,7 M€).

En rythme annuel, la croissance des crédits aux entreprises s'accélère alors que celle des ménages ralentit.

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



L'ensemble des actifs financiers atteint **1 756,3 M€ à fin décembre 2016, en hausse de 4,8 %** (soit +79,9 M€) en rythme annuel. Cette augmentation s'explique par la bonne collecte des dépôts à vue (+8,2 %, soit +67,6 M€) et des placements sur les comptes d'épargne à régime spécial (+4,4 % soit +15,6 M€). Dans un contexte d'incertitude économique, les acteurs privilégient les placements liquides au détriment des placements rémunérateurs mais bloqués.

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN PROGRESSION

Hausse des crédits immobiliers et d'investissement des entreprises

Les **crédits aux entreprises progressent** en rythme annuel de 6,5 % (soit +95,1 M€) et atteignent 1 556,9 M€ à fin décembre malgré un ralentissement de la croissance de l'encours sur les 6 derniers mois (2,7 % sur le semestre).

Les **crédits immobiliers**, qui représentent 60,1 % de l'encours des entreprises, **s'inscrivent en hausse** (+5,4 %, soit +48,0 M€) pour s'établir à 935,0 M€.

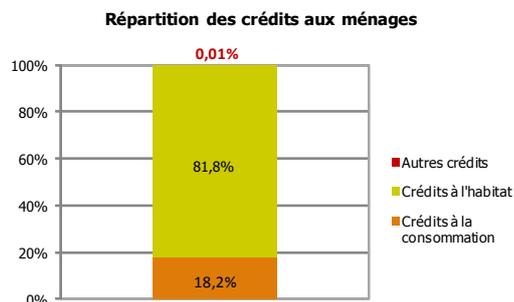
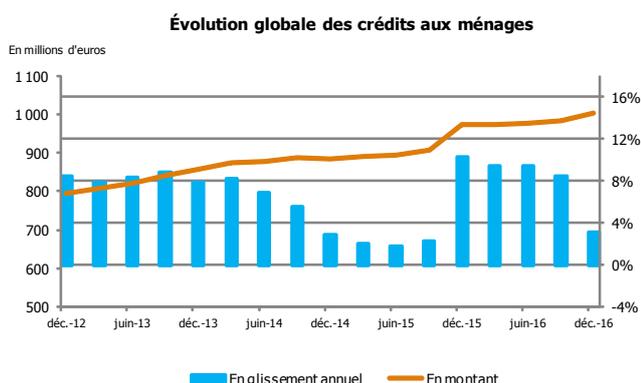
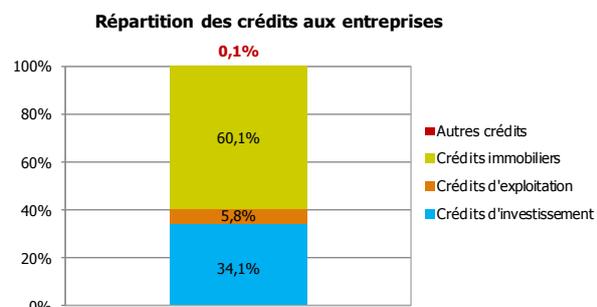
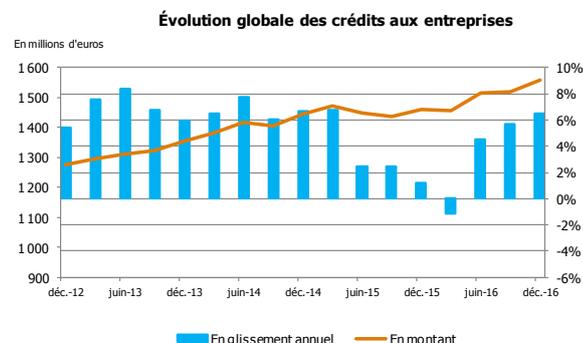
Les **crédits d'investissement poursuivent leur dynamique à la hausse mais marquent le pas** (+8,9 % soit +43,5 M€ contre +11,4 % soit +53,8 M€ sur les 6 premiers mois de l'année) pour atteindre 530,9 M€ à fin décembre. Les crédits à l'équipement augmentent de 10,8 % en rythme annuel (soit +40,5 M€).

L'**encours des crédits d'exploitation progresse** de 10,1 % (soit +8,2 M€) en rythme annuel pour s'établir à 89,9 M€. Cette évolution est imputable à la hausse de la demande de financement par l'affacturage (+62,3 % sur un an, soit +6,5 M€). Parallèlement à cette hausse les dépôts à vue des entreprises augmentent de 3,4 % (soit +12,8 M€) en rythme annuel.

Ralentissement des crédits aux ménages

L'**encours sain des crédits aux ménages progresse de 3,0 %** (soit +29,6 M€) entre décembre 2015 et décembre 2016 et atteint 1002,7 M€. **Les crédits à l'habitat** qui représentent 81,8 % de l'encours des ménages **progressent** de 3,8 %, soit +29,7 M€ en glissement annuel.

L'encours des **crédits à la consommation affiche une augmentation contenue** de 1,0 % (soit +1,9 M€) en rythme annuel et s'établit à 182,3 M€ à fin décembre. Ils progressent de 1,6 % (soit +2,9 M€) au dernier semestre. Sur un an, la contraction des comptes ordinaires débiteurs (-13,7 %, soit -1,8 M€) et du crédit-bail (-26,9 %, soit -2,1 M€) a été compensée par la croissance des crédits de trésorerie (+3,7 %, soit +5,8 M€).



Recul de l'encours sain aux collectivités locales

L'**encours sain de crédit aux collectivités locales recule** de 4,9 % (-16,9 M€) en glissement annuel. Sur les 6 derniers mois de l'année, l'encours diminue sensiblement (-13,2 %, soit -50,2 M€) en raison du reclassement en créance douteuse d'un crédit d'investissement.

Croissance soutenue des crédits aux autres agents¹

L'encours sain de crédit des autres agents progresse de nouveau (+28,6 %, soit +33,9 M€ en rythme annuel) pour s'établir à 152,6 M€ à fin décembre 2016. Sur le dernier semestre, il augmente de 33,2 %, soit +38,0 M€.

Nouveau recul de la sinistralité

L'encours de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) connaît une baisse de 5,2 % (soit -4,8 M€) et s'établit à 87,7 M€ à fin décembre 2016. Le taux de créances douteuses, qui s'élève à 3,1 %, diminue de 0,3 point sur un an.

Les provisions des ECIL augmentent de 2,9 % sur un an pour atteindre 51,4 M€. De même, le taux de provisionnement progresse de 4,6 points pour s'établir à 58,5 % contre 53,9 % en décembre 2015. Sur le semestre le taux de provisionnement progresse de 2,1 points.

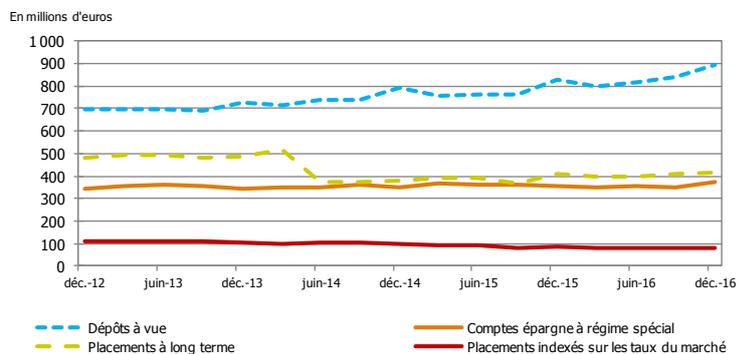
HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS, TIRÉE PAR LES DÉPÔTS À VUE

Les actifs financiers augmentent de 4,8 % (soit +79,9 M€) en rythme annuel pour s'établir à 1 756,3 M€ en dépit d'une diminution de 6,2 % sur le dernier semestre.

Cette croissance annuelle s'explique essentiellement par la hausse des dépôts à vue (+8,2 %, soit +67,6 M€) et par la bonne tenue des placements sur les comptes d'épargne à régime spécial (+4,4 %, soit +15,6 M€).

Les placements liquides ou à court terme connaissent une progression plus contenue (+1,4 % soit +6,4 M€), affectés notamment par la baisse sensible des placements indexés sur les taux de marchés (-10,6 %, soit -9,2 M€).

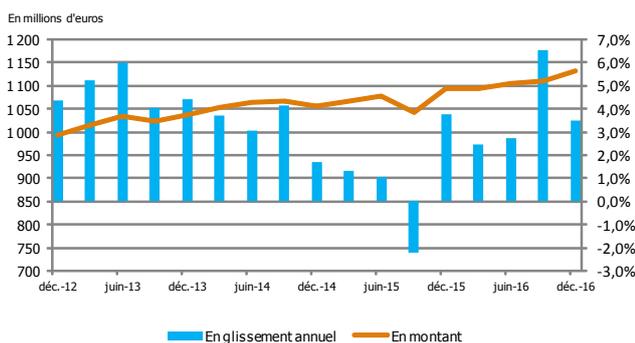
Évolution des principales composantes des actifs financiers



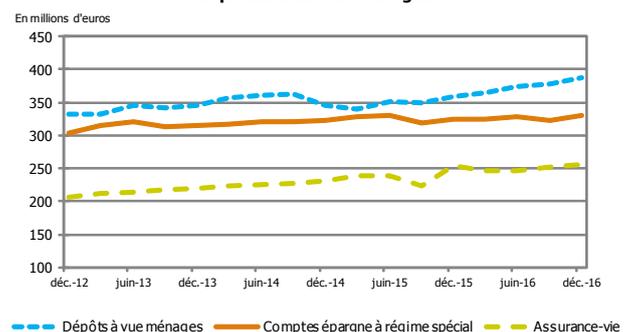
L'épargne des ménages se consolide

Les placements des ménages augmentent de 3,5 % (soit +38,3 M€) entre décembre 2015 et décembre 2016 pour s'établir à 1 133,3 M€.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



L'évolution d'ensemble provient principalement de la hausse des dépôts à vue (+8,0 % soit +28,8 M€) en rythme annuel.

Les placements de long terme affichent une croissance plus contenue (+1,2 %, soit +4,6 M€). L'assurance-vie, premier produit d'épargne à long terme des ménages (255,1 M€) est stable sur un an (+0,1 %, soit +0,4 M€) tandis que l'encours des plans d'épargne logement (PEL), deuxième composante de l'épargne longue, croît de 3,3 % (soit +3,7 M€).

Les placements liquides ou à court terme progressent dans une moindre mesure, en rythme annuel (+1,4 %, soit +4,9 M€). En effet, la baisse des placements indexés sur les taux du marché (-6,9 %, soit -1,4 M€) a été compensée par la hausse des comptes d'épargne à régime spécial (+1,9 %, soit +6,3 M€).

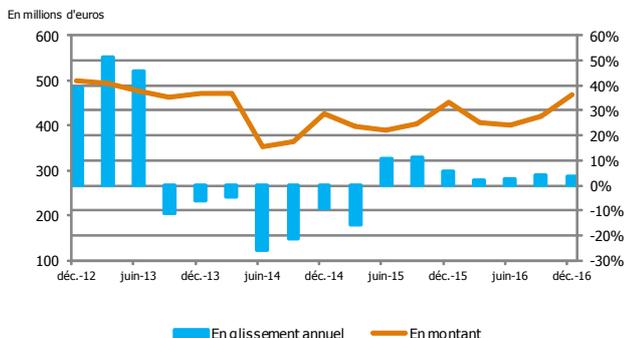
¹ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

Nouvelle progression des actifs financiers des entreprises

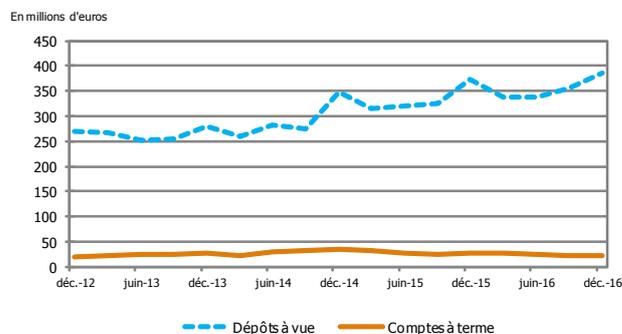
Au 31 décembre 2016, l'encours des **actifs financiers des entreprises** croît de nouveau en glissement annuel (+3,7 % soit +16,6 M€) grâce à la hausse conjointe des **dépôts à vue** (+3,4 %, soit +12,8 M€) et des **placements liquides ou à court terme** (+5,6 % soit +3,7 M€).

Ces derniers sont majoritairement tirés par la hausse notable des comptes d'épargne à régime spécial (+45,2 %, soit +7,1 M€). Cette hausse a permis de compenser le recul des placements indexés sur les taux du marché (-6,8 %, soit -3,4 M€). Toutefois, sur les six derniers mois de l'année, la collecte des dépôts des entreprises est nettement plus dynamique (+16,6 %, soit +66,4 M€).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Augmentation des actifs des autres agents

L'épargne des autres agents progresse de 19,2 % (+25,0 M€) sur un an. Seuls les **dépôts à vue** et les **placements à long terme** affichent une hausse en glissement annuel (respectivement +27,8 % et +24,1 %). **Les placements indexés sur les taux du marché** se contractent de 26,7 % (soit -4,4 M€) et les comptes à terme de 28,9 % (soit -4,0 M€) affectant ainsi la collecte des placements liquides ou à court terme (-7,0 %, soit -2,2 M€).

MÉTHODOLOGIE

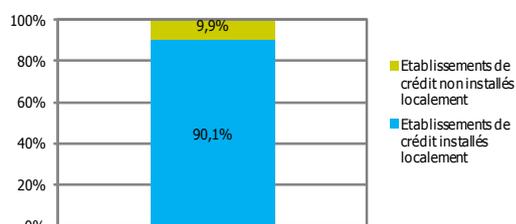
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

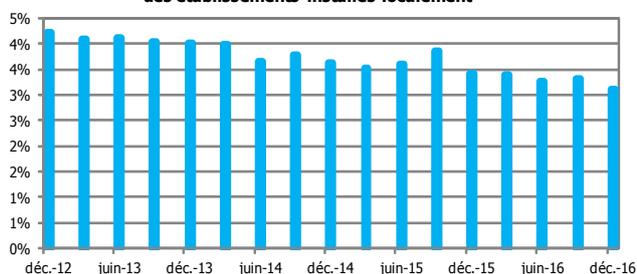
Les crédits à l'économie

									Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	101,0	94,1	77,3	81,6	79,2	77,8	85,5	89,9	15,5%	10,1%
<i>Créances commerciales</i>	9,2	8,4	6,4	6,1	5,8	5,0	5,1	6,6	30,1%	8,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35,5	34,4	33,8	33,5	29,8	29,9	29,6	35,4	18,5%	5,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,0	6,2	7,7	7,5	7,2	6,8	5,9	7,0	3,3%	-5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,5	42,0	26,5	31,8	30,1	32,7	38,1	31,1	-5,0%	-2,1%
<i>Affacturage</i>	8,7	9,3	10,6	10,4	13,5	10,2	12,7	16,8	65,0%	62,3%
Crédits d'investissement	388,6	409,3	446,0	487,3	494,0	527,0	512,4	530,9	0,7%	8,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	294,0	314,5	348,8	375,7	383,1	414,8	403,7	416,2	0,3%	10,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	25,4	23,0	13,8	13,2	13,6	13,9	13,4	13,4	-3,3%	1,1%
<i>Crédit-bail</i>	94,6	94,8	97,2	111,6	111,0	112,3	108,7	114,7	2,1%	2,7%
Crédits à l'habitat	782,1	841,0	911,7	887,0	883,3	910,3	920,7	935,0	2,7%	5,4%
Autres crédits	6,2	9,5	8,9	5,8	1,1	1,2	1,1	1,2	1,4%	-79,6%
Encours sain	1 277,8	1 353,8	1 443,9	1 461,8	1 457,7	1 516,4	1 519,7	1 556,9	2,7%	6,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	164,7	170,7	171,8	180,5	179,3	179,5	177,6	182,3	1,6%	1,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	138,0	144,9	147,8	159,1	158,3	159,8	158,6	164,9	3,2%	3,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	12,9	13,7	13,3	13,5	13,7	12,8	12,8	11,6	-9,4%	-13,7%
<i>Crédit-bail</i>	13,8	12,1	10,8	7,9	7,3	6,8	6,2	5,8	-14,5%	-26,9%
Crédits à l'habitat	630,9	687,0	709,8	790,6	793,1	797,5	806,1	820,2	2,8%	3,8%
Autres crédits	0,2	0,1	0,7	2,0	2,0	0,1	0,1	0,1	11,3%	-94,2%
Encours sain	795,7	857,9	882,3	973,1	974,3	977,1	983,9	1 002,7	2,6%	3,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,6	0,7	4,9	3,2	4,1	5,2	5,3	3,2	-38,7%	-0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>		0,0	4,0	3,2	4,1	5,2	5,2	3,2	-38,7%	-0,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,6	0,7	0,9	0,0	0,0	0,0	0,1		-100,0%	-100,0%
Crédits d'investissement	379,8	355,5	353,8	343,3	382,2	374,6	320,0	326,5	-12,9%	-4,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	379,8	355,5	353,7	342,8	381,7	374,2	319,5	326,1	-12,9%	-4,9%
Autres crédits	0,2									
Encours sain	380,7	356,2	358,7	346,5	386,3	379,8	325,3	329,7	-13,2%	-4,9%
Autres agents										
Encours sain	40,3	65,9	97,8	118,7	117,8	114,6	128,6	152,6	33,2%	28,6%
TOTAL										
Encours sain	2 494,6	2 633,8	2 782,7	2 900,1	2 936,1	2 987,9	2 957,5	3 041,9	1,8%	4,9%
<i>dont ECNIL</i>	347,1	334,6	329,5	283,5	330,9	341,6	288,6	301,8	-11,6%	6,5%
Créances douteuses brutes	105,5	105,7	97,6	119,0	117,3	99,5	150,7	145,6	46,4%	22,3%
<i>dont ECIL</i>	94,1	95,8	92,1	92,6	91,3	89,2	91,2	87,7	-1,7%	-5,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	43,2	42,8	38,9	68,4	67,4	48,3	98,7	93,4	93,5%	36,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	31,6	25,2	20,9	47,7	45,8	25,6	28,1	24,0	-6,4%	-49,7%
<i>(dt) Ménages</i>	11,3	12,3	15,4	18,3	19,7	21,0	20,2	19,6	-6,5%	6,8%
Provisions	62,3	62,9	58,7	50,7	49,9	51,2	51,9	52,3	2,0%	3,1%
Encours brut total	2 600,1	2 739,5	2 880,2	3 019,2	3 053,4	3 087,4	3 108,1	3 187,6	3,2%	5,6%
Taux de créances douteuses	4,1%	3,9%	3,4%	3,9%	3,8%	3,2%	4,8%	4,6%	1,3 pt	0,6 pt
<i>dont ECIL</i>	4,2%	4,0%	3,6%	3,4%	3,4%	3,3%	3,3%	3,1%	-0,2 pt	-0,3 pt
Taux de provisionnement	59,0%	59,5%	60,1%	42,6%	42,6%	51,5%	34,5%	35,9%	-15,6 pt	-6,7 pt
<i>dont ECIL</i>	65,8%	65,3%	63,2%	53,9%	53,7%	56,4%	56,0%	58,5%	2,1 pt	4,6 pt

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

								Variations		
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	499,9	469,9	426,6	450,9	406,4	401,0	420,8	467,4	16,6%	3,7%
Dépôts à vue	269,6	280,5	348,7	373,8	338,5	338,1	355,5	386,5	14,3%	3,4%
Placements liquides ou à court terme	79,3	61,8	72,1	66,1	56,1	52,0	54,1	69,8	34,2%	5,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	22,3	4,8	14,6	15,8	8,4	8,7	7,8	22,9	162,1%	45,2%
Placements indexés sur les taux de marché	56,9	57,0	57,5	50,3	47,7	43,3	46,3	46,9	8,3%	-6,8%
<i>dont comptes à terme</i>	21,2	27,4	34,5	27,3	26,4	24,2	23,0	22,5	-6,9%	-17,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	31,4	25,3	20,1	19,9	18,3	18,5	19,3	19,5	5,6%	-1,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	4,3	2,9	3,2	3,0	0,6	4,0	4,0	557,8%	26,1%
Épargne à long terme	151,1	127,6	5,8	11,0	11,7	10,9	11,2	11,1	1,8%	0,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,0	2,3	2,2	8,4	8,6	8,5	8,7	8,9	4,3%	6,1%
Ménages	993,5	1 037,5	1 055,1	1 095,0	1 093,1	1 106,3	1 110,3	1 133,3	2,4%	3,5%
Dépôts à vue	331,4	345,6	345,0	358,9	363,7	373,2	377,6	387,6	3,9%	8,0%
Placements liquides ou à court terme	331,8	342,3	345,5	345,1	345,3	349,8	342,9	350,0	0,0%	1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	303,5	315,1	323,1	324,8	323,9	329,2	323,4	331,1	0,6%	1,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	91,8	90,3	94,5	94,4	93,4	93,5	91,9	93,7	0,1%	-0,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	155,3	166,6	170,4	172,0	171,5	175,7	172,6	177,6	1,0%	3,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,1	2,0	1,9	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2	0,8%	3,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,0	6,1	5,3	5,3	5,4	5,4	5,3	5,3	-0,5%	-0,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	21,1	24,7	26,7	27,9	28,6	29,6	29,2	30,0	1,5%	7,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,2	25,3	24,2	22,9	22,9	22,8	22,3	22,3	-2,2%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	28,3	27,2	22,4	20,3	21,4	20,6	19,5	18,9	-8,4%	-6,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,6	20,8	17,7	15,8	16,8	16,0	15,3	14,4	-10,1%	-8,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-100,0%	-100,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	7,7	6,4	4,8	4,5	4,5	4,5	4,3	4,5	-0,4%	1,4%
Épargne à long terme	330,3	349,6	364,5	391,1	384,2	383,2	389,9	395,6	3,2%	1,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	88,8	95,5	102,8	110,0	110,8	111,2	110,8	113,6	2,2%	3,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,4	5,2	4,7	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	-7,9%	-13,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	-1,5%	7,6%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	18,0	18,6	16,5	14,2	14,9	12,9	15,5	15,1	17,2%	6,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	10,7	9,8	8,6	7,0	6,7	7,3	7,3	7,2	-1,9%	1,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	206,7	219,8	231,1	254,7	246,8	246,9	251,5	255,1	3,4%	0,1%
Autres agents	138,5	151,3	140,9	130,6	129,4	145,7	148,9	155,6	6,8%	19,2%
Dépôts à vue	94,1	98,6	98,1	93,8	93,7	107,2	109,1	119,9	11,9%	27,8%
Placements liquides ou à court terme	41,6	44,5	32,5	31,8	31,2	33,1	34,1	29,6	-10,5%	-7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	18,5	23,0	12,0	15,5	16,6	17,5	17,7	17,6	0,3%	13,8%
Placements indexés sur les taux de marché	23,2	21,4	20,5	16,4	14,6	15,5	16,4	12,0	-22,7%	-26,7%
<i>dont comptes à terme</i>	14,5	16,5	17,1	14,0	12,2	13,1	14,0	9,9	-24,3%	-28,9%
Épargne à long terme	2,7	8,2	10,3	4,9	4,6	5,4	5,8	6,1	12,7%	24,1%
Total actifs financiers	1 631,9	1 658,7	1 622,6	1 676,4	1 628,9	1 653,0	1 680,1	1 756,3	6,2%	4,8%
Dépôts à vue	695,2	724,6	791,9	826,5	795,9	818,5	842,2	894,1	9,2%	8,2%
Placements liquides ou à court terme	452,7	448,6	450,1	443,0	432,5	434,9	431,1	449,4	3,3%	1,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	344,3	342,9	349,7	356,0	348,9	355,5	348,8	371,6	4,5%	4,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	106,4	109,0	105,9	113,9	112,0	114,9	112,3	113,3	-1,3%	-0,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	181,5	175,7	185,6	183,8	177,9	180,6	177,6	198,3	9,8%	7,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,1	2,0	1,9	2,1	2,1	2,2	2,1	2,2	0,8%	3,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,0	6,1	5,3	5,3	5,4	5,4	5,3	5,3	-0,5%	-0,3%
<i>dont livrets de développement durable</i>	21,1	24,8	26,7	27,9	28,6	29,6	29,2	30,0	1,5%	7,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	26,2	25,4	24,3	23,0	22,9	22,9	22,3	22,3	-2,2%	-2,6%
Placements indexés sur les taux de marché	108,4	105,7	100,4	87,0	83,7	79,4	82,2	77,8	-2,1%	-10,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	56,4	64,7	69,3	57,0	55,4	53,3	52,3	46,9	-12,1%	-17,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,9	750,0%	709,5%
<i>dont certificats de dépôt</i>	4,3	4,3	2,9	3,2	3,0	0,6	4,0	4,0	557,8%	26,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	47,7	36,7	28,3	26,7	25,2	25,4	25,9	26,1	2,7%	-2,3%
Épargne à long terme	484,1	485,4	380,6	407,0	400,4	399,6	406,9	412,9	3,3%	1,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	88,9	95,5	103,1	110,2	111,1	111,4	110,9	113,7	2,1%	3,2%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,4	5,2	4,7	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8	-8,1%	-13,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	-1,5%	7,6%
<i>dont actions</i>	153,0	132,4	11,0	10,5	11,0	10,6	11,1	11,7	10,4%	11,7%
<i>dont obligations</i>	13,9	14,3	13,0	11,0	11,3	10,0	12,6	11,7	17,1%	6,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	15,4	17,5	17,1	15,4	15,4	15,8	15,9	16,1	1,5%	4,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	206,7	219,8	231,1	254,7	246,8	246,9	251,5	255,1	3,4%	0,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. Caron – Responsable de la rédaction : D. FARDEL

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achévé d'imprimer : mai 2017